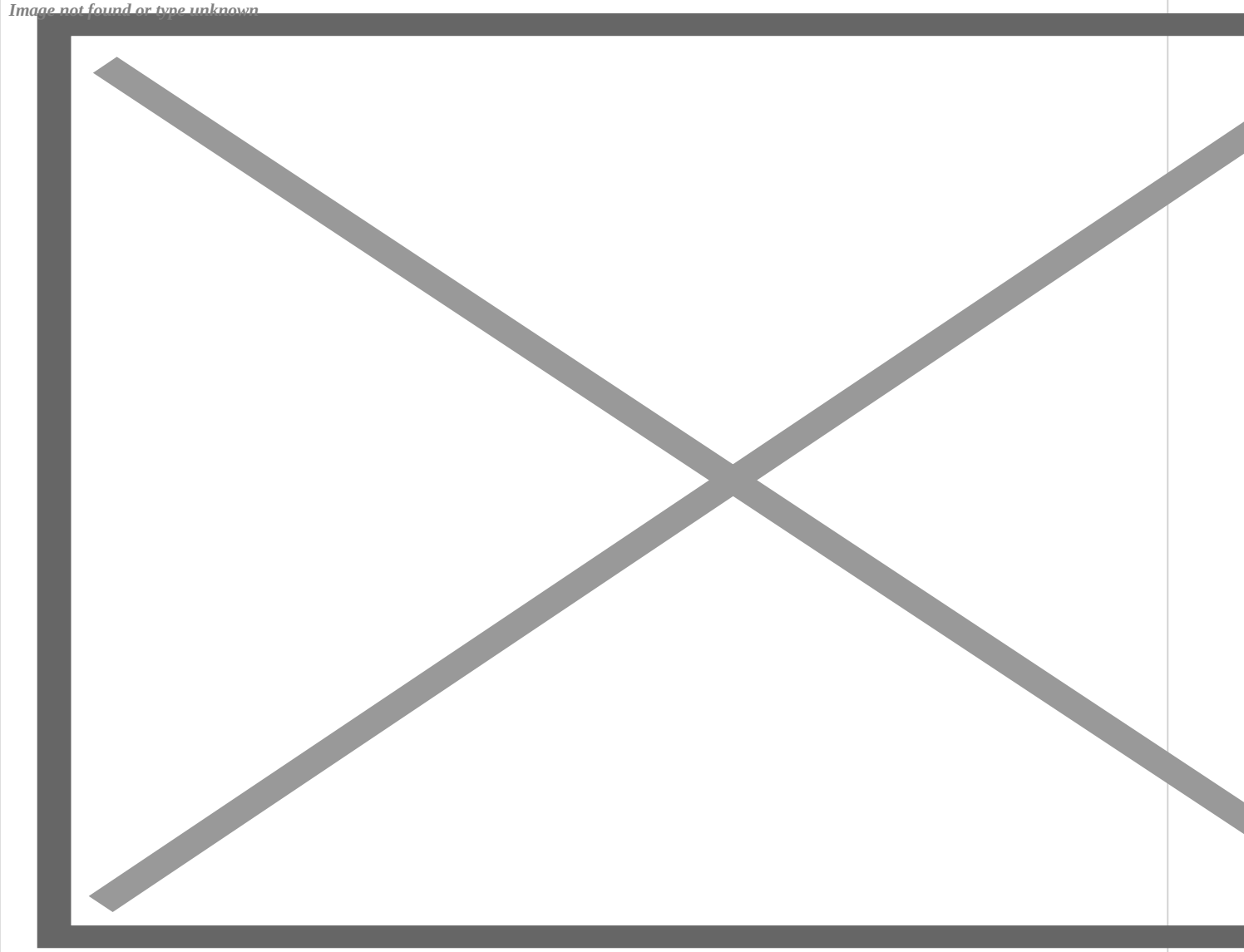
Des journalistes guatémaltèques dénoncent des violations de la liberté d’expression



Guatemala, 30 novembre (RHC) Des journalistes guatémaltèques ont élevé la voix aujourd'hui pour dénoncer le harcèlement inusité de la profession, qui limite le droit universel de la société de connaître et d'informer.

« Sans journalisme, il n'y a pas de démocratie », signale, entre autres, le document avec plus de 100 signatures qui a accompagné la manifestation pacifique jusqu'à la Maison présidentielle dans le but de mettre en évidence les violations constantes de la liberté d'expression au cours de la deuxième année du gouvernement d'Alejandro Giammattei.

D'une présidence qui manque de respect à l'égard de la presse, un ministère public qui, en accord avec le pouvoir judiciaire, fabrique des affaires et n'enquête pas sur les abus commis contre des journalistes, même les bureaux d'information tenus de promouvoir une culture de transparence qui choisissent de devenir la première barrière de censure, ont-ils déclaré dans l'appel.

En cette journée spéciale et avec le label de réseaux sociaux #Ils ne nous ferons pas taire, ils ont également signalé des bureaux de communication sociale derrière des campagnes de discrédit contre des journalistes pour avoir remis en question leur rôle, ou le harcèlement des journalistes en raison de leur condition de genre.

La liste inclut des intimidations à l'encontre de journalistes qui montent en flèche, allant jusqu'à porter atteinte à leur intégrité physique et à leur famille, une situation exacerbée dans les départements, où ils sont criminalisés par les autorités locales, les procureurs et les juges.

«Grâce à la presse, la société connaît l'usage qui est fait des impôts, des abus des députés, de l'existence d'un ouvrage surévalué et défectueux», alerte le texte, en appelant spécialement la population à agir et à soutenir parce que «un jour sans informations fiables peut être un jour d'obscurité pour le pays».

Entre le 1er et le 31 octobre, 116 cas d'attaques et de restrictions de diverses natures contre les médias et les journalistes ont été enregistrées, soit un chiffre légèrement inférieur à celui de la même période en 2020, où l'APG en comptait 124.

À son avis, les autorités de l'État sont les principales responsables de cette augmentation alarmante, l'Observatoire des journalistes ayant identifié 45 actes impliquant des fonctionnaires et des employés de la Présidence, du Congrès, de l'appareil judiciaire, la Cour constitutionnelle et le Tribunal électoral suprême.

À ces faits s'ajoute une forte campagne de harcèlement et de diffamation sur des plateformes numériques, ainsi que des attaques contre des portails d'organes de presse, des condamnations de communicateurs pour des cas préfabriqués ou l'imposition d'amendes injustifiées

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/278664-des-journalistes-guatemalteques-denoncent-des-violations-de-la-liberte-dexpression

Radio Habana Cuba